

La bataille des salaires¹

Partout à cette heure dans le monde, la bataille des salaires est engagée. Partout, entrepreneurs capitalistes et travailleurs salariés sont aux prises, qui pour maintenir les taux scandaleux de prélèvement et de profit auxquels il nous fut vraiment donné de reconnaître que la guerre, à la faveur de laquelle ils avaient pu s'établir, était indubitablement la guerre de la civilisation et du droit — qui, pour ne pas voir se creuser davantage encore le fossé qui sépare le prix particulier de leur force de travail du prix général de l'existence, du prix général des produits.

Ne nous y trompons pas ! Cette bataille des salaires, à quelque degré d'acuité qu'elle se hausse, n'est pas un phénomène spécial à l'heure que nous vivons. La bataille des salaires est un phénomène constant, inséparable du salariat, et qu'on ne verra disparaître qu'avec la production capitaliste. La tendance générale de la production capitaliste, comme Marx l'a si bien montré, notamment dans sa [conférence de 1865](#) devant le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs « n'est pas d'élever, mais bien d'abaisser l'étalon moyen des salaires, c'est-à-dire de pousser la valeur du travail plus ou moins à sa *limite minimum* ». D'où la nécessité, pour le prolétariat, de réagir sans cesse contre une tendance qui, si ses fins étaient atteintes, le plongerait dans la misère sans espoir, et d'imposer au patronat hostile, au lieu des réductions convoitées, des augmentations plus ou moins nominales ou, si l'on veut, plus ou moins réelles, qui lui permettent de faire face aux difficultés grandissantes de la vie. Mais cette perpétuelle réaction des prolétaires contre la tendance de l'industrie capitaliste, c'est le fond même, c'est la matière de cette lutte de classe, — à laquelle nous serions incessamment ramenés par l'expérience si, d'aventure, nous étions tentés de nous en éloigner.

Que les temps sont changés et qu'ils ont changé vite ! Il y a deux ans, dix-huit mois, un an à peine, on ne s'entretenait plus, parmi les prolétaires, que du contrôle ouvrier, du droit des travailleurs salariés à connaître des matières premières, du prix de revient, des débouchés, en un mot de tous les problèmes d'administration et de gestion réservés jusque-là aux seuls entrepreneurs capitalistes. Au nom du contrôle ouvrier, les prolétaires, il y a deux ans, semblaient décidés à agir, on s'attendait à de grandes choses et nous saluâmes les grèves de mai 1919 comme le prélude d'une révolution économique qui n'eût pas manqué de se muer très vite en révolution politique. L'éternel crime des malvystes² du Comité Confédéral et des super-malvystes du Bureau Confédéral, ce sera d'avoir brisé cette action spontanée, d'avoir énervé et châtré les énergies qui s'offraient à eux, qui réclamaient d'eux une direction, un appui ! [Jouhaux](#), [Dumoulin](#), [Merrheim](#) étaient devenus des « hommes d'Etat » figés et insensibles, qui, en écoutant chanter on ne sait quels rossignols, avaient découvert tout à coup l'*intérêt général* et qui se défiaient des masses qu'ils avaient pour mission d'aguerir et d'éduquer.

Depuis lors, la classe ouvrière est allée d'échec en échec. C'est en vain qu'on accuse les dissensions intestines. Jamais les révolutionnaires ne se sont refusés à l'action, fût-elle menée par les pires opportunistes. Nos échecs sont venus de l'incapacité de chefs fatigués et sceptiques, à qui l'âge a fait perdre le goût du risque et de l'action et qui croient beaucoup trop à la bourgeoisie pour croire tant soit peu encore au prolétariat.

Et maintenant, voilà où nous en sommes. La classe ouvrière défend péniblement ses salaires contre la rapacité patronale. Partout le patronat passe à l'offensive : il invoque la nécessité de réduire le prix de la vie en abaissant le prix de revient, donc en abaissant les salaires, le prix de la force de travail. Bon argument pour le consommateur, qui n'est pas obligé de savoir que l'abaissement des salaires ne se répercute pas nécessairement sur les prix du marché, mais que le taux du profit — du profit *capitaliste* — est toujours le premier et presque toujours le seul à en bénéficier ! A cet argument patronal, les prolétaires répondent que la hausse des salaires ayant suivi naguère et non pas précédé la hausse des marchandises, la baisse des salaires ne peut que suivre, et non pas précéder, aujourd'hui, la baisse des produits. Mais les patrons ne veulent rien entendre ! Ces messieurs se refusent à toute discussion, à toute entrevue : qui donc disait que le droit divin patronal n'était plus ?

Vous souvient-il de la vieille loi des salaires que [Guesde](#), après [Lassalle](#), avait tirée de l'arsenal de l'économie politique et qui, sous le nom fameux de loi d'airain, devint pendant quelque temps une de nos armes de combat ? Elle exprimait en termes décisifs la tendance implacable de l'industrie capitaliste à ramener sans cesse le salaire du travailleur au taux strictement nécessaire à l'entretien et à la reproduction de sa pauvre vie. Peu à peu, cependant, la loi d'airain était tombée en désuétude, battue en brèche, à la fois, et par la hausse des salaires qui fut une des caractéristiques de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et par l'abaissement général du prix des marchandises, qui fut une autre de ces caractéristiques. Cependant sous des influences diverses — trusts, cartels, droits de douane, affaiblissement progressif de la concurrence, etc., — la baisse des prix s'arrêta net dès la fin du dix-neuvième siècle, et une période de hausse lente, mais irrésistible, commença. Bien avant la guerre, la lutte contre la vie chère s'inscrivit au programme des organisations ouvrières et le Congrès socialiste international de Vienne, qui devait se tenir en septembre 1914, l'avait à son ordre du jour. Qu'était pourtant la crise de cherté de 1914 comparée à celle d'aujourd'hui ?

En déclarant partout la guerre au salaire, jugé par lui trop élevé, le patronat ne va-t-il pas rendre à la loi d'airain sa popularité perdue ? Quelle leçon de choses, quelle propagande par le fait que celle-là ! Les ouvriers connaîtront désormais que les salaires, en société capitaliste, se meuvent entre des limites très précises qu'ils ne sauraient absolument pas dépasser. S'il n'est pas vrai qu'ils se tiennent fatalement au niveau le plus bas, il est encore plus inexact

1 Source : numéro 40 du *Bulletin communiste* (deuxième année), 22 septembre 1921.

2 Louis Malvy (1875-1949), ministre de l'intérieur de 1914 à 1917, radical.

de dire qu'ils peuvent se maintenir indéfiniment à des niveaux élevés ; toujours le patronat, sous des prétextes de son cru, s'efforce d'abaisser le niveau, et c'est le travailleur, toujours, qui paie, sur son salaire, les périodiques marasmes de l'industrie.

La conclusion, c'est que la bataille des salaires qui fait, je le répète, le fond de la lutte de classes est impuissante à elle seule contre le salariat dont elle est inséparable. *Elle est toujours à recommencer* ; si le syndicalisme, tantôt offensivement, tantôt défensivement, se bornait à combattre pour les salaires, le salariat serait assuré de vivre des jours sans nombre et tout espoir de libération prolétarienne devrait être exclu de nos cœurs.

Aussi le syndicalisme révolutionnaire, si comme le simple travaillisme, il lutte incessamment pour de meilleurs salaires, est-il bien loin de faire de cette bataille quotidienne l'essentiel de son programme. Il veut *abolir le salariat* par une action d'ensemble du prolétariat tout entier, par une action non pas corporative, mais politique ; et cette volonté, cette revendication font de lui le meilleur associé du communisme qui, le premier, « au lieu de la devise conservatrice : « UN SALAIRE NORMAL POUR UNE JOURNEE NORMALE DE TRAVAIL ! » a inscrit sur sa bannière le mot d'ordre révolutionnaire : ABOLITION DU SALARIAT ! » ([K. Marx](#)).

Toutefois l'abolition du salariat ne résultera pas uniquement d'une grève, mais d'une insurrection des minorités révolutionnaires appuyée par une grève des masses.

Comment passer de la grève partielle, faite les bras croisés, à la grève insurrectionnelle ? Comment passer de la bataille des salaires à la bataille contre le salariat ? Si nous avions une C. G. T. révolutionnaire au lieu d'une bureaucratie ouvrière opportuniste, le problème se poserait. Et la C. G. T. ne tarderait pas à en venir à cette vérité d'évidence : que la *bataille contre le salariat*, ne peut être pratiquement menée que comme *bataille pour le pouvoir*.

Dès que le syndicalisme déborde son cadre corporatif, il rencontre, il rejoint le communisme. Il est permis aux réformistes d'Amsterdam d'opposer l'un à l'autre syndicalisme et communisme ! Les révolutionnaires, au rebours, s'efforcent d'en faire un tout. Je crois qu'ils y parviendront, parce que je crois à la force du bon sens.